

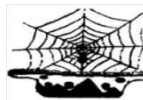


CNC

CONSEIL NATIONAL DES CENTRAFRICAINS POUR LA PAIX ET L'UNITE



Propositions pour une sortie durable de la crise



Email: cnc2015.rca@gmail.com

Contact Bangui :

Vincent MAMBACHAKA : + 236 75 00 05 79 / +236 72 02 05 79
Valerie Blandine TANGA : + 236 75 20 46 28 / +236 77 30 34 89

Contact France:

Jean-Pierre REDJEKRA : + 33 6 30 63 82 34
Jean-Pierre MARA : + 33 6 50 64 03 57

1	GENESE	5
1.1	Dimension de la crise	5
1.2	Une nouvelle orientation	6
2	POUR RESTAURER LA PAIX ET LA SECURITE	6
2.1	Situation sécuritaire	6
2.2	Problème	7
2.3	Propositions.....	7
2.3.1	A la communauté internationale.....	7
2.3.2	Aux acteurs politiques nationaux et aux forces vives	7
3	POUR ETABLIR UN NOUVEL ORDRE INSTITUTIONNEL ET CONSTITUTIONNEL.....	8
3.1	Situation institutionnelle	8
3.2	Problèmes	9
3.3	Propositions.....	9
4	POUR UNE GOUVERNANCE ECONOMIQUE NOUVELLE	10
4.1	Situation économique	10
4.2	Problèmes	10
4.3	Propositions.....	11
5	POUR RECONSTRUIRE UNE ADMINISTRATION INDISPENSABLE AU REDEMARRAGE DU PAYS	12
5.1	Situation	12
5.2	Problème	12
5.3	Propositions.....	12
6	POUR LA JUSTICE, LA REPARATION ET LA RECONCILIATION.....	13
6.1	Situation juridique	13
6.2	Problème	13
6.3	Propositions.....	13
7	URGENCE HUMANITAIRE, HYGIENE, SANTE ET ALIMENTATION	14
7.1	Situation humanitaire	14
7.2	Problèmes	14
7.3	Propositions.....	14
7.3.1	Aux organisations humanitaires internationales	14
7.3.2	Aux nouveaux acteurs institutionnels et aux organisations humanitaires nationales....	14
8	COMPLEMENT DU PROGRAMME	15
8.1	Situation scolaire, éducatif et culturel	15
8.2	Infrastructures de développement	15
9	AGENDA DU CNC - (AGENDA SUSCEPTIBLE D'AMENAGEMENTS)	16
9.1	En Europe du 9 au 30 juillet 2014.....	16
9.2	En Centrafrique du 30 juillet au 30 août 2014.....	16
9.3	Semaine du 4 août 2014	16
9.4	Semaine du 11 au 30 août	17
10	ONT SIGNE (LISTE NON LIMITATIVE.....)	17
11	DOCUMENT ANNEXE : CHARTE POUR LA PAIX ET L'UNITE	18

1 Genèse

Le 5 décembre 2013 marque un tournant décisif de la tragédie centrafricaine avec le déploiement de l'opération SANGARIS qui marque l'implication directe de la France sous mandat des Nations Unies. En effet, ce 5 décembre 2013, un mouvement nommé ANTI BALLE AK va tenter de renverser le pouvoir SELEKA, malgré la présence des forces SANGARIS et de la MISCA. C'est le début de la revanche de certains centrafricains non musulmans en représailles à des exactions imputées à la SELEKA pendant plus de 9 mois. Cette réaction repose en réalité sur des antagonismes lointains sans qu'aucun responsable politique n'en est pris la vraie mesure, malgré l'alerte de quelques organisations de la société civile depuis plusieurs années. A titre d'illustration, l'action des femmes croyantes en Centrafrique, dès les événements de 1996 et de 2001, le forum des artistes pour le renforcement des capacités réuni en septembre 2009 pour la consolidation de la paix (ONG Linga Térè).

Une véritable haine instrumentalisée du musulman va se révéler au grand jour, alors que ces composantes avaient vécu en paix depuis l'indépendance. La fondation de la société centrafricaine avec toute sa mosaïque d'identités et sa diversité, et à travers ses mouvements de résistance, s'est forgée à partir de combats héroïques, où toutes ses composantes s'étaient mêlées sans une considération d'ordre religieuse, mais plutôt sur des bases identitaires culturelles enracinées. Une des conséquences de cette situation si elle n'est pas résolue, serait la partition du pays en deux camps (Un sud à dominante chrétienne et un nord musulman).

1.1 Dimension de la crise

La dimension de cette crise est bien évidemment nationale à cause de la grande misère et pauvreté qui sévit dans ce pays où les musulmans représentent 15% de la population, mais 60% de l'économie, et à cause de l'absence de dialogue sincère entre politique et enfin à cause de l'échec de la gouvernance des différents régimes (échecs politiques, économiques, culturels et éducatifs. 50% de la population est âgée de moins de 20 ans et n'a aucune perspective pour son avenir, sauf à croire que les rébellions ou mutineries suffisent à se bâtir un avenir. Il est à noter également l'échec militaire. Il faut ajouter à cela, le non respect de la parole politique, l'absence de vision à l'exemple de Barthélémy Boganda, l'inscription durable dans la médiocrité, le clanisme et essentiellement l'impunité permanente depuis le procès Bokassa).

La dimension de cette tragédie est également régionale et internationale, avec des considérations de sécurité interne des différents pays voisins impliqués dans le conflit centrafricain; le Soudan, le Tchad, le Cameroun. Quant à la France, elle est

concernée pour des raisons géopolitiques, géostratégiques et historiques. Cependant, en toile de fonds, la convoitise des ressources stratégiques n'est pas à ignorer d'où les interférences d'autres puissances telles que la Chine et la Russie.

1.2 Une nouvelle orientation

Au vu de tout ce contexte qui a permis l'émergence d'une deuxième équipe de transition avec l'élection de Catherine Samba Panza comme cheffe d'Etat de transition, l'évolution de la situation actuelle appelle à de nouvelles impulsions notamment en interne. Elles doivent être l'œuvre des centrafricaines et des centrafricains en complémentarité du déploiement des forces internationales en septembre 2014 et des autres préconisations externes : Cemac, Ceeac, Ua, UE...

Fidèle aux principes qui ont guidé sa création, le CNC formule les propositions suivantes. Pour ramener la paix et la sécurité, il faut restructurer l'armée nationale, refonder l'administration, reconstruire l'Etat de droit, la justice et la lutte contre l'impunité, enfin créer les éléments d'une nouvelle République avec des institutions qui garantissent rigoureusement la séparation des pouvoirs.

Par le présent document, le Conseil National des Centrafricains (CNC), à l'honneur de présenter ses propositions aux acteurs centrafricains et aux partenaires internationaux

2 Pour restaurer la paix et la sécurité

2.1 Situation sécuritaire

- Une insécurité généralisée, une prolifération des armes de guerre et d'armes légères, pléthore des forces non conventionnelles (ex-Faca, séléka restructurée et anti balaka nébuleuse) avec des victimes sur toute l'étendue du pays, sans distinction de religion, de croyance ou d'ethnie, et l'implication de plusieurs pays pour des raisons de sécurité intérieure et de leadership sous régional .

2.2 Problème

- L'autorité de l'Etat inexistante, incapacité du gouvernement à garantir la libre circulation des personnes et des biens ainsi que la liberté d'expression, l'inexistence des forces de sécurité et de défense, braquages, assassinats, viols de masse, rackets et pillages par les groupes armés non conventionnels et les risques de partition du pays.

2.3 Propositions

2.3.1 A la communauté internationale

- A) Organiser une conférence internationale sur les questions des causes de l'instabilité en RCA, par la problématique des questions de sécurité transfrontalières. Mettre les principaux acteurs de la région concernés autour d'une table (Cameroun, Soudan, Soudan du Sud, Tchad, RDC, Congo Brazza) avec une implication des autres pays de la CEEAC, de l'Afrique Du Sud, du Nigéria, et des partenaires bilatéraux classiques, et multilatéraux.
- B) Désarmement sans conditions de toutes les forces conformément aux résolutions des nations unies
- C) Déploiement progressif sur toute l'étendue du territoire des forces internationales avec implications des forces transfrontalières.
- D) Mise en place d'un programme de recrutement et de formation de la nouvelle armée centrafricaine
- E) Formation de l'administration centrafricaine.

2.3.2 Aux acteurs politiques nationaux et aux forces vives

- A) Organiser à Bangui des assises politiques avec la participation des chefs coutumiers pour un pacte républicain pour la paix et l'unité nationale

B) Mettre en place un nouveau programme du DDR innovant en adéquation avec le désarmement forcé en prenant en compte les questions sociales des éléments désarmés (réinsertion, formation, encadrement dans des activités génératrices de revenus dans l'agriculture, l'élevage, les travaux à haute intensité de main d'œuvre).

C) Formaliser un programme d'urgence via les acteurs de la culture (artistes, écrivains, universitaires, linguistes, institutions culturelles...) pour la culture de la paix et de la réconciliation nationale (caravanes culturelles et humanitaires)

3 Pour établir un nouvel ordre institutionnel et constitutionnel

3.1 Situation institutionnelle

- L'inexistence de l'Etat et le chaos dû à plusieurs événements contribuent à l'incapacité du gouvernement d'assurer ses fonctions de garant des libertés. Au va conduire à une restriction des libertés notamment d'expression (suppression des sms, arrestation des journalistes, etc) et à une incompréhension de la population face à l'inexistence des forces de défense et de sécurité
- Recrudescence des braquages, assassinats, viols de masse, rackets, pillages par les groupes armés non conventionnels, et surtout au risque de partition du pays. Toutes ces situations ont conduit à une radicalisation des comportements, de nature à embraser davantage une situation compliquée avant l'arrivée de l'opération de maintien de la paix.
- Non respect et non application des textes à caractères de loi, des recommandations, etc. Les hautes autorités de l'Etat ne respectent jamais les engagements, les propositions, les résolutions bilatéraux, latéraux et nationaux.
- Depuis 50 ans, la malgouvernance a généré la délinquance des institutions qui ont fonctionné sans véritable contrepoids.

- Manque de cadre de concertation entre le peuple et les institutions voir au sein même des institutions (absence de séparation de pouvoirs)
- Centralisation et concentration à outrance de tous les pouvoirs par le président de la République, une charte de transition inadaptée, pléthore de partis politiques (à ce jour 120 partis politiques reconnus)

3.2 Problèmes

- Absence de concertation entre les acteurs de la transition et les acteurs politiques traditionnels, absence d'agenda précis et crédible pour le retour à l'ordre constitutionnel (élections), absence de contre-pouvoirs entre toutes les institutions (exécutives, législatives et judiciaires, ainsi que la presse), décredibilisation des acteurs politiques par le peuple, anarchie généralisée.
- Pas de consensus majoritaire où les principaux acteurs exécutifs de la transition ont voulu gérer la situation sans tenir compte du contexte réel qui impose un consensus majoritaire préalable au socle de refondation de la nation centrafricaine.

3.3 Propositions

- Modification de la charte constitutionnelle, mettre en place une constituante en transformant le conseil national de transition actuel
- Elaboration d'une nouvelle constitution par la constituante puis soumission à un référendum.
- Adoption de dispositions institutionnelles pour rendre exécutoires tous Accords, toutes Recommandations et Résolutions. Un éventuel non application devient facteur de condamnation par les partenaires avec la possibilité d'ouvrir la voie à Embargo par les partenaires institutionnels ou aux blocages de l'aide et de subvention
- Définition d'une nouvelle feuille de route resserrée avec un agenda comportant les priorités de la reconstruction et la tenue d'élections, libres, transparentes et démocratiques.

- Mise en place d'un gouvernement restreint de mission, et faire de même à la Présidence et à la Primature en supprimant tous les postes à doublons.

4 Pour une gouvernance économique nouvelle

4.1 Situation économique

- A côté d'une gouvernance économique nouvelle, il y a la problématique de la relance économique réel. Un des aspects de cette crise est la misère faute d'économie performante. Relance des secteurs de croissance avec une forte implantation des populations (agriculture avec système de débouchés des produits par commerce équitable comme au Burkina, mines, forêts, ..). Il faut donner des chiffres, coton 1.000.000 de personnes, diamants 100.000 personnes, 20.000 personnes pour la forêt. Contre 20.000 fonctionnaires qui mobilisent 3,5 milliards de fca. 15.000 personnes du secteur privé, et enfin aborder la question du secteur informel en lui trouvant une place dans le système formel sans paiement mais au moins une localisation. Cette question économique est fondamentale.
- Le tissu économique maigre s'est atrophié avant de s'effondrer comme d'autres piliers de la vie nationale. Les finances publiques sont accaparées avec une mainmise des pouvoirs successifs et notamment du président de la République, en ce qui concerne la destination des deniers publics. Le trésor public est traditionnellement mis en coupe réglée et fait l'objet de malversations et de détournements par les barons des régimes en place. Désorganisation complète des finances publiques et incapacité à assumer les obligations régaliennes de l'Etat.

4.2 Problèmes

- On note des détournements de fonds publics facilités par le non respect des règles et de l'orthodoxie financière. Le manque de contrôle budgétaire s'agissant des dépenses du gouvernement et de la haute administration, ainsi que des établissements publics. Discrédit de l'Etat vis-à-vis de nos partenaires extérieurs.

4.3 Propositions

- Le CNC fait sienne les recommandations explicités dans le dernier rapport de l'Ong international Crisis Group, « de la prédation à la stabilisation de la Rca », ce rapport contient des propositions concrètes en interne et externe. Contrat d'intégrité et de reconstruction économique.
- Changer la gouvernance économique c'est mener une lutte sans merci contre la corruption, la prédation d'Etat et celles menées par les forces armées non conventionnelles.
- Mettre en place des mécanismes de contrôle accrus en ce qui concerne les industries extractives de matières premières.
- Revoir le mécanisme de la chaîne des dépenses publiques (informatisation, bancarisation des paiements, contrôle à posteriori...)
- Engager des procédures de simplification en matière de création ou de soutien à l'entreprise
- Défisicaliser pour les dix ans qui viennent les impôts sur les sociétés en fixant un seuil quant aux volumes des affaires gérées.
- Harmoniser le niveau des traitements des fonctions de direction dans la haute administration publique et les rémunérations dans les fonctions politiques.
- Unifier les structures des différents services de l'Etat en charge des questions d'impulsion de l'activité économique : commerce, économie, plan , commerce international, écologie, mines, agriculture

5 Pour reconstruire une administration indispensable au redémarrage du pays

5.1 Situation

- Absence d'administration, destruction de l'infrastructure et de la superstructure administrative, destruction des locaux et du mobilier des services administratifs de l'Etat, des collectivités et des communes

5.2 Problème

- L'absence d'administration entraîne l'affaiblissement de l'autorité de l'Etat, la politisation de l'administration et de l'armée, difficulté à établir l'état civil, de la constatation des droits et le manque d'interlocuteurs pour la mobilisation des ressources, possibilité ouverte à tous les « gangstérismes »

5.3 Propositions

- Meilleure gestion des pôles de développement par une amélioration des concertations entre bailleurs de fonds, secteur privé et Etat. Implantation des infrastructures va se développer si derrière les entreprises s'installent en créant des emplois, donc de l'activité, de nature à encourager les fonctionnaires à s'installer (éducation, santé, finances). Aujourd'hui sur 20.000 fonctionnaires, 80% sont à Bangui pour 20% de la population et 20% en province pour 80% de la population.
 - Valoriser les attributs et les fonctions des chefs coutumiers en les positionnant comme interlocuteurs privilégiés
- Rétablir la chaîne administrative communale, régionale et d'Etat.
- Redéploiement progressif de l'administration avec le concours de la Minusca.

6 Pour la Justice, la réparation et la réconciliation

6.1 Situation juridique

Tous les crimes, délits et contraventions ne sont pas sanctionnés, notamment ceux dont les auteurs sont les détenteurs des pouvoirs de l'Etat. Inexistence de l'indépendance de la justice déjà faible originellement pour ce qui concerne la capacité d'action, d'intervention et d'investigation. Ingérence de l'exécutif dans les affaires relevant de la justice, inégalité d'accès pour la majorité de la population à l'exercice de la justice.

6.2 Problème

L'injustice alimente la haine, les violences et les rancunes entre les citoyens. Les injustices favorisent le chaos, la vengeance privée et les règlements de comptes. Impossibilité en l'état d'amorcer une véritable démarche de réconciliation.

6.3 Propositions

- Relancer un fonctionnement effectif et efficient de la chaîne pénale, en posant un socle de justice transitionnelle mixte impliquant des magistrats nationaux et d'autres pays.
- Mettre en place des démarches novatrices de réconciliation engageant les chefs coutumiers, des acteurs de la société civile et les religieux.
- Lancer un programme d'appui aux médias pour la paix, la réconciliation en améliorant l'existant (radios communautaires, presse privée indépendante, presse en ligne sur le web) avec pour objectif de multiplier les espaces de débat citoyen, participatif afin de garantir la qualité du débat démocratique, pour une démocratie apaisée.
- Organiser un dialogue inter-culturel et inter-religieux déconnecté des querelles politiciennes et partisans.

7 Urgence humanitaire, Hygiène, Santé et Alimentation

7.1 Situation humanitaire

La crise a aggravé une situation humanitaire déjà difficile à supporter pour la population centrafricaine. Avant la prise de Bangui, plus de 173 000 personnes avaient été déplacées dans le nord et le nord-est du pays, et d'autres déplacements ont depuis été signalés depuis Bangui et l'ouest de Bangui.

7.2 Problèmes

- Des milliers de personnes ont fui le pays pour chercher refuge dans les pays étrangers
- Des milliers de foyers menacés par une grave crise alimentaire
- Une situation humanitaire catastrophique dans les villes de provinces, dans les Ledgers (sites de fortunes) et à l'aéroport de Bangui

7.3 Propositions

Des mesures d'urgences en matière de nutrition, d'alimentation, de l'environnement et des problèmes liés à la santé, ainsi que des dispositions doivent être élaborées pour faciliter le retour des déplacés dans leur environnement initial, ce qui leur permettra de reconstruire le tissu éducatif et sanitaire de leur famille. Pour ce faire, le CNC propose :

7.3.1 Aux organisations humanitaires internationales

- De s'emparer sans délai de la question des habitations des déplacés internes. Nous pensons que les solidarités familiales qui se mettent en place lorsque les proches sont accueillis par le cercle familial élargi doit être accompagné par les pouvoirs publics à travers l'organisation du travail des ONG de terrain.
- Pour ce qui concerne le dossier des déplacés, il est urgent d'aider à la reconstruction des maisons qui peuvent l'être d'une part et faire d'autre part un programme de réhabilitation en installant un logement provisoire à proximité de l'ancienne habitation, pour en faciliter la remise en état.

7.3.2 Aux nouveaux acteurs institutionnels et aux organisations humanitaires nationales

- Mettre en place un couloir humanitaire sécurisé par les internationales et respecté par tous les belligérents
- Consolider la solidarité familiale des structures d'accueil à travers tout le pays par l'instauration de mécanismes d'accompagnement des proches par les pouvoirs publics à travers l'organisation du travail des ONG de terrain.

- Mettre en place des structures de traitement des dossiers de soutien aux déplacés par l'Etat en aidant à la reconstruction des maisons à travers un programme de réhabilitation ou de construction de logement provisoire ou définitif à proximité de l'ancien pour en faciliter la remise en état
- Ouverture de couloir humanitaire pour faciliter le travail des organisations humanitaires de secours aux déplacés à travers tout le pays

8 Complément du programme

Un programme d'urgence pour rétablir la paix et la sécurité, rétablir l'autorité de l'Etat afin d'organiser les élections municipales, législatives et présidentielles sera accompagné de volets supplémentaires

8.1 Situation scolaire, éducatif et culturel

Ce volet traitera des mesures d'urgences en matières d'éducation, de la culture et de l'identification à la nation et des problèmes liés à la formation et à l'emploi de la jeunesse

8.2 Infrastructures de développement

Mise en œuvre des mesures d'urgence en matière de fourniture d'énergie, de réfection des infrastructures techniques, de la production et de la distribution de l'eau et de l'électricité, du transport des personnes, des marchandises et de l'information et de fluidification de l'économie

- Projet de rénovation de l'aéroport de Bangui
- Projet de rénovation des routes, des ponts
- Projet de rénovation des trurbines de Boali
- Pose de la fibre optique et d'Appui à la Réhabilitation d'Infrastructures Rurales (PARIR décrit dans le rapport d'évaluation de Novembre 2009 de la BAD.

9 AGENDA DU CNC - (agenda susceptible d'aménagements)

9.1 En Europe du 9 au 30 juillet 2014

- 1) Mercredi 9 juillet diffusion des propositions de sortie de crise formalisées par le CNC
- 2) Dimanche 13 juillet à 10h groupe de travail sur le texte du pacte républicain pour la paix et l'Unité
- 3) Jeudi 17 juillet à 16h conférence de presse autour des propositions du CNC à la maison de l'Afrique au 7 rue des Carmes 75005 Paris
- 4) Groupe de travail sur la préparation de la participation des membres du CNC à la rencontre de Brazzaville.

9.2 En Centrafrique du 30 juillet au 30 août 2014

- 1) Conférence de presse
- 2) Visite des camps de déplacés tant à Bangui qu'en province. Ne pas oublier de donner la parole à nos compatriotes qui ont le plus souffert. (Bossangoa, Bambari, Batangafo, Bandoro, Birao, Boda, Paoua, Sibut...liste non exhaustive)
- 3) Rencontre avec les acteurs politiques et les acteurs de la société civile
- 4) Rencontre avec les autorités de transition et les milieux diplomatiques
- 5) Rencontre avec les responsables de toutes les forces internationales

9.3 Semaine du 4 août 2014

- Groupe de travail pour la préparation des thématiques des Universités populaires pour la paix et l'Unité nationale

13 août 2014 fête de l'indépendance, débat sur le thème : vivre ensemble dans la diversité - Zo kwè zo.
--

9.4 Semaine du 11 au 30 août

- Universités populaires pour la paix, l'unité nationale et la reconstruction dans les arrondissements de Bangui et les villes environnantes
- Rencontres spécifiques avec les étudiants, les jeunes, les coopératives agricoles, les boubanguérés pour entendre leur vision de sortie de la crise économique, sociale et morale dans notre pays.

10 Ont signé (liste non limitative...)

Wa A za - Cercle de réflexion -

Jean-Pierre MARA

CASPA - Cellule d'analyse sociale culturelle de Linga Téré -

Vincent MAMBACHAKA

LESC- Ligue pour l'Education, les sciences et la culture en Rca.

Jean-Pierre REDJEKRA

11 Document annexe : Charte pour la paix et l'Unité

CHARTE POUR LA PAIX ET L'UNITE EN REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Les signataires de la présente charte pour la paix et l'unité en République Centrafricaine réaffirment avec force que **la République Centrafricaine est une et indivisible**. La République Centrafricaine est un état laïc, multiethnique et multiconfessionnel.

Comme le déclare la Charte du Mandé (Mali) élaborée en 1236 :

« Toute vie (humaine) est une vie.

De même qu'une vie n'est pas supérieure à une autre.

Que nul ne s'en prenne gratuitement à son voisin

Que nul ne cause du tort à son prochain

Que nul ne martyrise son semblable

Tout tort causé à une vie exige réparation ».

Citons l'extrait du préambule de l'Acte Constitutif de l'UNESCO : *« Les guerres prenant naissance dans l'esprit des hommes, c'est dans l'esprit des hommes que doivent être élevées les défenses de la Paix ».*

La situation que vit la République Centrafricaine depuis des décennies nous interpelle. Son histoire récente est une tragédie. Cependant il n'y a pas au monde un chemin déjà tracé pour la réconciliation et la paix. L'unique voie conseillée depuis les temps anciens reste l'élan du cœur et la volonté de vivre ensemble en privilégiant la culture du dialogue et de la tolérance.

Comme le stipule la Charte des Peuples des Nations Unies dans son préambule, la reconnaissance de la dignité inhérente à tous les membres de la famille humaine constitue le fondement de la liberté, de la justice et de la paix dans le monde.

A cet effet, les participants au Forum lancent un vibrant appel à toutes les filles et fils de la République Centrafrique et à toutes les personnes éprises de paix et de justice. Elle exhorte le peuple centrafricain à exorciser les démons de la guerre, de la peur du prochain pour bâtir ensemble une nation forte, une et indivisible, prospère et réconciliée avec elle-même. Ainsi les signataires de la présente Charte :

- S'engagent à tout mettre en œuvre pour construire les conditions matérielles de l'exercice de la puissance publique, de l'administration publique, préalables pour la protection du peuple centrafricain à travers toutes ses composantes religieuses, culturelles, ethniques, culturelles et linguistiques ;
- Se donnent les moyens intellectuels, démocratiques et tous autres moyens nécessaires afin de mobiliser toutes les centrafricaines, tous les centrafricains et les amis de la République Centrafricaine pour définir, communiquer et

diffuser les aspirations légitimes du peuple centrafricain à l'unité, la paix et la prospérité économique s'appuyant sur un rayonnement de la créativité et la valorisation des productions culturelles ;

- Définissent les domaines prioritaires des actions de la diaspora centrafricaine de France, d'Afrique, d'Europe, d'Amérique et d'Asie pour marquer leur solidarité avec le peuple centrafricain :

1. En utilisant les ressources du numérique pour fédérer les organisations de la société civile centrafricaine à travers un portail internet unique, portail précisant la lisibilité des volets humanitaire, économique, culturel ou citoyen de l'engagement des centrafricains de l'étranger, l'objectif étant de créer une capacité nationale d'action centrafricaine dans les domaines précités,

2. En mobilisant les réseaux diplomatiques, parlementaires et médiatiques pour faire valoir la vision de sortie de la tragédie centrafricaine, vision développée par les centrafricains pour les centrafricains, avec les centrafricains. L'objectif est que la parole des centrafricaines et des centrafricains soit formulée et divulguée, respectée...

3. En partageant une réflexion active permettant de faire émerger une stratégie pour les questions vitales que sont : le vivre ensemble, les institutions, la relance de l'activité économique,

4. En développant une expertise collective de haut niveau sur les implications et enjeux internationaux liés au dénouement de la tragédie que vit le peuple centrafricain (groupes de travail, lobbying...),

5. En faisant la promotion de la culture religieuse comme vecteur des valeurs éthiques, socle de l'amour, de la fraternité et de la solidarité,

6. En faisant la promotion des valeurs de la laïcité de sorte que les causes confessionnelles ne viennent plus endeuiller et diviser les familles.

Paris le 28 juin 2014, Forum des Amis de la République Centrafricaine